



■ L'ancien commissaire européen Pascal Lamy parle de l'Europe et de l'Union.

LE DEFICIT DEMOCRATIQUE DE L'EUROPE EST DE NATURE ANTHROPOLITIQUE

Interview avec Pascal Lamy, Président émérite de l'Institut Jacques Delors
par Alain Bloëdt, Rédacteur-en-chef du Progressive Post

“
L'IDÉE
QUE L'ÉLECTION
D'UN PRÉSIDENT
AU SUFFRAGE
UNIVERSEL
COMBLERAIT
UN DÉFICIT
DÉMOCRATIQUE
EUROPÉEN,
EST UNE FAUSSE
BONNE IDÉE.
IL SUFFIT
DE REGARDER
L'ÉTAT
DE LA
DÉMOCRATIE
EN FRANCE
POUR S'EN
RENDRE
COMPTE
”

— Le renforcement des pouvoirs des institutions européennes comme la Commission ou la création éventuelle de nouvelles, tel qu'un Parlement de la zone euro, renforcerait-il la démocratie européenne ?

PASCAL LAMY : Je ne le crois pas. Si l'UE allait voir le docteur institutionnel, il ne verrait pas grand chose et ne comprendrait pas pourquoi cela ne marche pas. Il constaterait que nous avons un quasi gouvernement, une chambre du peuple élu, une cour de justice. Il nous enverrait plutôt chez le psychiatre !

— L'inquiétante faiblesse de la participation aux élections européenne est bien réelle pourtant...

PL : Il y a un déficit démocratique mais il n'a quasiment rien à voir avec les institutions ou les procédures. Comme disait Eli Barnavi, « le problème de l'Europe est qu'elle est politiquement frigide ». Il n'y a pas de demos au sens émotionnel, au sens d'une appartenance qui mobilise des imaginaires.

— Alors, comment définiriez-vous ce déficit ?

PL : Il est de nature « anthropologique ». C'est plus un problème anthropologique qu'un problème institutionnel ou juridique. En effet, la question la plus importante n'est pas quelle est la prochaine réforme institutionnelle mais : comment mobiliser des imaginaires à partir de récits ? Quelles mythologies européennes seraient capables de se juxtaposer, sans les remplacer, aux mythologies nationales ?

— Comment y parvenir ?

PL : Il y a seulement un pays, en Europe, à ma connaissance, dans les Balkans, où la fête nationale correspond à une défaite, sinon ce sont toujours des victoires. De manière plus générale, les systèmes nationaux sont le produit d'une mémoire organisée, voire fabriquée comme en France, par exemple, avec Saint-Louis, Clovis, la bataille de Poitiers. Il faut remplir cet espace frigide d'une capacité émotionnelle qui est d'ordre narrative et mobilise les esprits.

— Pour vous, il n'y a pas de mythe européen rassembleur ?

PL : Actuellement, l'Europe c'est un contre-mythe car il se base sur le refus de la guerre. Cette mythologie n'est pas un rêve mais un cauchemar. C'est donc peu mobilisateur.

— Que faites-vous du passeport européen, du drapeau européen, de l'hymne européen ?

PL : C'est mettre la charrue avant les bœufs, une erreur anthropologique que j'assume, car j'étais de ceux qui ont cru à l'« Europe

des citoyens » comme on disait alors. C'est le mythe qui fait l'hymne, le drapeau, le passeport, pas l'inverse ! On manque d'un sous-bassement narratif qui mobilise les imaginaires, il est là le déficit démocratique. Il faut comprendre pourquoi le raisonnement d'inspiration alchimiste des pères fondateurs – la pierre de l'intégration économique va se transformer en or politique – ne marche pas !

— A l'instar de l'euro, l'intégration économique ne crée-t-il pas de l'intégration politique ?

PL : C'est vrai et on voit bien que les scénarios de sortie de l'euro génèrent des problèmes politiques. Mais regardez les billets d'euro : ils sont froids et anonymes.

— Cette absence de mythe profite-t-elle aux populistes ?

PL : Nous avons reculé sur la partie culturelle. En effet, le populisme a deux origines : l'insécurité sociale et l'insécurité culturelle. À gauche, on se préoccupe de réinventer l'état providence et de bouger la frontière de mœurs ancestraux. Sur l'insécurité culturelle, la droite et l'extrême-droite ont un énorme avantage comparatif car ils disent : retour à la tradition. Or, le retour au passé est la forme extrême du conservatisme.

— À défaut immédiat d'un mythe rassembleur, n'y a-t-il pas des avancées démocratiques intéressantes comme le Spitzenkandidat ?

PL : Bien entendu, des avancées démocratiques continuent à se mettre en place et sont fort utiles

mais ce n'est pas une question institutionnelle. Le Spitzenkandidat n'a pas besoin de changer les institutions. Un autre progrès qui concerne les socialistes : c'est l'adhésion en direct au Parti socialiste européen, refusé par les partis socialistes nationaux. Voilà un grave verrou qui révèle la dichotomie entre l'espace national et européen alors que nous sommes les premiers à plaider sa continuité ! Pas besoin de changer les institutions pour y remédier !

— **Le renforcement des pouvoirs de la Commission est-il nécessaire ?**

PL : La grande question est de savoir si on reste sur un modèle parlementaire classique avec majorité et opposition ou sur un système confédéral type suisse. Au-delà, je relève que beaucoup de nos diplomates – à commencer par les Français et Anglais – refusent toujours d'écrire que la Commission est un gouvernement. Ils le voient toujours comme le secrétariat du Conseil qui est, pour eux, le véritable gouvernement.

— **Le Parlement européen actuel fonctionne sur des majorités d'idées. Le modèle parlementaire classique pourrait-il officiellement s'imposer ?**

PL : Nous en sommes loin car cela signifierait que la Commission est constituée de ceux qui ont gagné les élections, ou d'une coalition, négociée avec une majorité, au Parlement européen. Toutefois, et c'est ma lecture des institutions, nous vivons déjà dans un système parlementaire. La commission

“
L'EUROPE
C'EST UN
CONTRE-MYTHE
CAR IL SE BASE
SUR LE REFUS
DE LA GUERRE.
CETTE
MYTHOLOGIE
N'EST PAS
UN RÊVE
MAIS UN
CAUCHEMAR.
C'EST DONC PEU
MOBILISATEUR
”

est un quasi gouvernement, le Conseil est le sénat des Etats membres et le Parlement est une chambre des représentants. En outre, le Parlement peut voter une motion de censure contre la Commission. C'est arrivé une fois même si la Commission a démissionné la veille.

— **Êtes-vous renforcé dans cette lecture par votre expérience de Commissaire au Commerce ?**

PL : Sans doute. Le commerce étant une compétence fédérale, je devais travailler avec le Conseil et le Parlement. J'associais, en plus, le Comité économique et social et le Comité des régions.

— **Vous félicitez-vous donc de la réorganisation du collège, orchestrée par Jean-Claude Juncker, pour rendre plus politique la Commission ?**

PL : Il est vrai que le trop grand nombre de commissaires — produit de compromis diplomatiques médiocres — handicape le caractère politique de la Commission. Donc la réforme de Juncker, même si elle est un peu lourde, permet de rendre l'agenda et l'action plus politiques.

— **Que pensez-vous de l'élection d'un Président européen au suffrage universel ?**

PL : L'idée que l'élection d'un président au suffrage universel comble un déficit démocratique européen, est une fausse bonne idée. Il suffit de regarder l'état de la démocratie en France pour s'en rendre compte. Du reste, si cela advenait, il serait toujours allemand.



> **AUTEUR**

Pascal Lamy Président émérite de l'Institut Jacques Delors, ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, ancien Commissaire européen et Vice-Président de la FEPS.